

## 10 Remarques et 10 propositions du PLR sur le budget 2013 bis

### I. Remarques

1. En l'état, **un budget déficitaire ne dispose pas d'une majorité** (51 voix) au sein du Parlement. A contrario, l'absence de déficit faciliterait son adoption.

A noter que **les douzièmes provisoires, d'un impact modeste en termes d'économies, bloquent toute réforme, pas seulement pour les priorités du PLR, mais aussi pour celles d'autres partis** (réformes de l'école – mercredi matin et CO, par exemple).

2. **Toute hausse fiscale, notamment ciblée sur des niches, est exclue.** Seule est envisageable une hausse de la taxe personnelle.

3. **Le budget 2013 doit être conçu dans une perspective s'étalant au-delà du PFQ 2013-2016** pour intégrer les effets de la baisse, à but d'euro-compatibilité, de la fiscalité sur les PM effective vers 2018. **Cela exige donc la reconstitution d'une réserve conjoncturelle**, après l'évaporation de l'actuelle en raison surtout de la réforme prévue des caisses de pension publiques, et non de prestations à la population.

Il découle de cette dernière remarque que **l'opposition faite entre diminution des prestations à la population et augmentation de la fiscalité**, souvent évoquée en lien avec le frein à l'endettement, **néglige à tort le lien entre augmentation des prestations à la fonction publique et augmentation des impôts, les prestations à la population étant laissées stables par l'exécutif.**

4. Le dépôt, ce mercredi 31 octobre, des signatures (pas encore validées) pour le référendum contre la fusion CIA-CEH change dramatiquement la donne. **Un soutien au projet de fusion des caisses de pension publiques n'est envisageable qu'en lien avec un budget profondément remanié dans un sens de réduction sensible allant désormais vers l'élimination totale de son déficit. *Do ut des.***

5. Dans l'immédiat, en se prévalant de la LERA, art. 4, al. 5 (B 5 20), **le Conseil d'Etat ne peut plus accéder à des demandes de PLEND** qui, au vu de la situation d'incertitude et de dispositions légales, vont se multiplier, notamment pour les enseignants (délai fixé au 28 février 2012, 3 jours avant le vote sur le référendum !). Il en résulterait en effet une accélération de la dégradation de la couverture des caisses et, *ipso facto*, une augmentation de l'apport unique à injecter en 2013, en cas d'échec du référendum. Cette demande est encore plus justifiée en cas de rejet plus que probable du PL CPEG.

6. **Un examen d'un report à l'exercice 2013 de la provision, à hauteur de 762 millions, en faveur des caisses de pension s'impose.** Non seulement le PL 10847 n'est pas entré en vigueur, mais les hypothèses ayant présidé au calcul du montant en question seront fondamentalement à revoir en cas d'adoption d'une autre loi, voire d'une liquidation des caisses. L'avis de l'ICF est à vérifier.

7. **Le projet SCORE peut désormais être considéré comme gelé**, sauf si à coût constant.

8. **Certains investissements** (par exemple nouvelles constructions à En-Chardons) **sont à repousser.**

9. Un nouveau plan d'économies P3, à plus ample respiration que P1 et P2, s'impose pour faire face à la crise des finances publiques genevoises. La crise impose de repasser le « râteau ».

10. Le passage à un véritable budget par prestation est seul en mesure de permettre des choix politiques.

## II. Propositions (distinguant le potentiel total estimé du potentiel approximé pour 2013)

### A. Recettes

1. Augmenter de 25 F par an à 365 par an la taxe personnelle pour 200 000 contribuables  
potentiel (+) 70 millions – 2013 ?
- 2.1. prendre acte de la réévaluation annoncée des recettes fiscales  
Potentiel (+) imaginé 30 millions (?)
- 2.2. diminuer de 20% les émoluments indus du SCAN selon observations de l'AFC  
effet (-) 5 millions
- 2.3. conformément à la pratique des autres cantons universitaires, transfert par l'Etat à l'université des montants bruts (et non seulement nets) reçus au titre de l'AIU  
effet (-) 13 millions
- 2.4. supprimer l'exonération des taxes pour les étudiants des HES résidant dans le canton  
potentiel (+) 2 millions – en 2013 0,5 million

**Total I** **85 millions**

### B. Charges (sans considérer les effets des propositions sur la rubrique 31)

3. mettre en œuvre les possibilités d'économies sur les dépenses non liées  
potentiel estimé 40 millions
- (4a. prendre en compte la réduction BRUTE de la masse salariale due aux départs à la retraite anticipée des fonctionnaires craignant la réforme des caisses de pension sous condition de refus du PLEND – avec l'hypothèse que ce choix concernera 1 fonctionnaire sur 2 de plus de 60 ans, soit 1000 personnes pour les petit et grand Etat*  
*potentiel 130 millions – en 2013 65 millions)*  
*NB: nombre de plends moyens 200 pour le petit Etat, donc 400 pour le grand Etat*
- 4b. prendre en compte la réduction NETTE de la masse salariale en admettant 1 remplacement dans la même classe avec annuité minimum pour 2 départs  
potentiel 80 millions – en 2013 40 millions
- 4c. évaluer les effets en charges complémentaires résultant de ces départs à la retraite sur l'apport unique pour la CPEG (dégradation du nombre de cotisants)  
effet inconnu en l'état – 2013 ?
5. remplacer 1 fonctionnaire partant sur 2 (décès + démissions + fin de contrats + invalidité + licenciement) dans toutes les classes d'âge (départs normaux en 2010-2011 : 300 petit Etat 600 grand Etat), soit 300 personnes  
potentiel 40 millions – en 2013 : 20 millions

6a. supprimer le pont de fin d'année (2012 = 3 jours offerts sur 240 jours ouvrés = 1,25% de la masse salariale)

potentiel 75 millions

6b. supprimer l'annuité pour le petit et le grand Etat

potentiel 25 millions

7a. réduire de 30% les effectifs d'états-majors au profit des directions de services opérationnels –

potentiel 20 millions – en 2013 10 millions

Rappels :

SG DF 57 postes

SG DIP 216 postes

SG DSPE 52 postes

SG DCTI 94 postes

SG DIM 54 postes

SG DSE 35 postes

SG DARES 34 postes

Total = 542 postes, soit 162 postes à redistribuer au front

7b. réduire de 30% le CTI avec diminution des activités correspondantes

potentiel 13 millions – en 2013 6,5 millions

7c. supprimer le SRED (tâches statistiques assumées par l'OCSTAT), soit 30 postes

potentiel 4 millions – en 2013 2 millions

7d. réduire de 50% des chargés de communication (nombre supérieur à 70 dans petit et grand Etat)

potentiel 4,5 millions – en 2013 2,2 millions

7e. externaliser divers services (objets trouvés, garde-faunes, etc.)

potentiel initial 2 millions – en 2013 1 million

7f. supprimer 50% des délégués + staff

potentiel 2 millions – en 2013 1 million

7g. Pro memoria (PL déposé): diminuer de 50% le service du préposé à la surveillance des données

potentiel 0,3 million

7h. supprimer la retransmission des débats sur Léman bleu au profit du streaming sur internet (rupture du contrat nécessaire)

potentiel 0,5 million

7i. transférer à la DDC les montants affectés à la solidarité internationale à hauteur de 16 millions

potentiel 2 millions

+ supprimer le service de la solidarité internationale (5 postes)

potentiel 0.8 million – en 2013 0,4 million

7j. réduction de 30 à 50% de la rubrique 315 Entretien de mobilier par des tiers

potentiel 4 millions

7k. suppression de la CEEPP (modification législative nécessaire)

potentiel 1 million – 2013 0,5 million

8. suppression du bonus énergétique (modification législative nécessaire)

potentiel 10 millions

9. économies sur les rubriques mises en évidence par la Cour des comptes dans son rapport annuel

potentiel maximum 35 millions

10. augmentation des dépenses de sécurité + justice

effet 14 millions

**TOTAL II**

**345 millions – en 2013 262**

**TOTAL INTERMEDIAIRE :**

**430 millions – en 2013 345 millions**

**NB : Ces propositions s'entendent sans**

1) **réduction linéaire** supplémentaire (potentiel 1% = 60 millions),

2) **augmentation de 1 à 2 heures du temps de travail** (potentiel 150 à 300 millions – en 2013 75 à 150 millions),

3) **augmentation de 2 élèves par classe** (potentiel 50 millions – en 2013 17 millions),

4) **report des réformes scolaires** (potentiel 50 millions – en 2013 17 millions),

**soit un TOTAL COMPLEMENTAIRE de 310-460 millions – en 2013 169-244 millions**